



Afghanistan: mise à jour

Les conditions de sécurité actuelles

Corinne Troxler Gulzar

Weyermannsstrasse 10
Case postale 8154
CH-3001 Berne

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Compte dons
CCP 30-1085-7

Berne, le 3 septembre 2012



Indications sur l'auteure: Corinne Troxler Gulzar a étudié l'histoire, les sciences politiques et le droit international à l'Université de Zurich. Elle jouit d'une longue expérience en tant que représentante des œuvres d'entraide dans la procédure d'asile. Dans le cadre d'un stage, elle a rédigé des analyses thématiques, des expertises et des informations pour l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR. D'août 2006 à avril 2008, elle a travaillé comme assistante au Séminaire d'histoire de l'Université de Lucerne, où elle a notamment organisé des congrès sur l'histoire de l'Afghanistan. Ces dernières années, elle a effectué plusieurs voyages en Afghanistan et a notamment pris part à deux missions d'observation. Elle a complété les impressions déjà recueillies par ses propres recherches sur le terrain et s'est notamment beaucoup intéressée à la situation des femmes. En parallèle, elle a appris le persan et le dari dans les Universités de Zurich et de Berne, ainsi qu'en Afghanistan et en Iran.

Impressum

EDITRICE

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
case postale 8154, 3001 Berne
tél. 031 370 75 75
fax 031 370 75 00
courriel: info@fluechtlingshilfe.ch
Internet: www.fluechtlingshilfe.ch
Compte pour les dons: CP 30-1085-7

AUTEURE

Corinne Troxler Gulzar

VERSIONS

allemand, français

COPYRIGHT

© 2012  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne
copie et impression autorisées avec mention de la source.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Situation politique	1
3	Conditions de sécurité.....	4
4	Constitution et système judiciaire.....	12
5	Droits de l'homme: groupes de personnes menacées	14
6	Situation socio-économique et médicale	19
7	Retour	21

1 Introduction

Après plus de dix ans d'engagement, la communauté internationale tire un bilan amer de son intervention ; on est loin du processus de démocratisation et de stabilisation promis: ces années d'effort ont abouti à des conditions de sécurité extrêmement instables, à une mauvaise gouvernance, à une absence d'Etat de droit, au triomphe de la corruption et du clientélisme, à l'essor du trafic de drogues, au ralentissement de la croissance économique et à une politique de développement désastreuse.¹ Les talibans se profilent comme un mouvement national qui propose ses propres prestations et exploite l'incapacité du gouvernement à fournir des prestations de base à la population et à garantir sécurité et Etat de droit.²

Nonobstant la faiblesse manifeste du gouvernement afghan et de ses institutions, ainsi que la situation précaire des forces de sécurité afghanes fortement infiltrées par des groupements hostiles au gouvernement, la communauté internationale accélère le retrait des troupes et en fait un processus irréversible. Pourtant aucune stratégie ne se dessine pour l'avenir immédiat de ce pays déchiré par la guerre. La population afghane, en particulier les minorités ethniques et les femmes, envisagent 2014 avec la plus grande inquiétude.³ La présente mise à jour se rattache à celle d'août 2011. Elle porte avant tout sur les conditions de sécurité.

2 Situation politique

D'après les indications de la Banque mondiale, de nombreux indices dénotent une nouvelle dégradation dans le domaine de la gouvernance, de la formation d'institutions, de l'Etat de droit et de la stabilité politique. Pratiquement toutes les institutions publiques (c'est-à-dire l'administration, mais aussi les écoles, la santé et l'infrastructure) dépendent toujours de l'aide internationale à plus de 90%. L'Afghanistan présente ainsi l'un des taux de dépendance les plus élevés au monde. Avec le retrait progressif des troupes internationales et la persistance de la crise financière mondiale, on attend toutefois, au plus tard à partir de 2014, un recul important des fonds d'aide. Comme environ 97 % de l'économie afghane se rapporte en outre aux dépenses militaires internationales, une forte dépression qui s'annonce ne fera qu'accentuer l'instabilité du pays et la vulnérabilité d'une large frange de population.⁴

¹ UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), Consolidated Appeal for Afghanistan 2012, le 15 décembre 2011, p. 1: <http://unocha.org/cap/appeals/consolidated-appeal-afghanistan-2012>; Ahmed Rashid, Pakistan on the brink: The future of Pakistan, Afghanistan and the West, 2012, p. xvii.

² Antonio Giustozzi et Christoph Reuter, Afghanistan Analysts Network (AAN), The Insurgents of the Afghan North, avril 2011, p. 2–4, 14: <http://aan-afghanistan.com/uploads/AAN-2011-Northern-Insurgents.pdf>.

³ Barbara J. Stapleton, Afghanistan Analysts Network (AAN), Beating a Retreat: Prospects for the Transition Process in Afghanistan, mai 2012, p. 1–4, 5–6, 11: <http://aan-afghanistan.com/index.asp?id=2750>; Ahmed Rashid, Pakistan on the brink, 2012, p. xvii, 17–18; The Afghanistan NGO Safety Office (ANSO), ANSO Quarterly Data Report du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, p. 1: www.ngosafety.org/store/files/ANSO%20Q4%202011.pdf.

⁴ Banque mondiale, Afghanistan in Transition: Looking Beyond 2014 – Volume 1, mai 2012, p. 1–4, 16: <http://siteresources.worldbank.org/INTAFGHANISTAN/Resources/Vol1Overview8Maypm.pdf>; NZZ, Wirtschaftshilfe in Milliardenhöhe für Kabul, le 9 juillet 2012: www.nzz.ch/aktuell/international/wirtschaftshilfe-in-milliardenhoehe-fuer-afghanistan-1.17332756;

En juin 2011, alors que la Banque de Kaboul venait de frôler la faillite, la corruption très répandue et des soupçons d'escroquerie ont abouti au gel provisoire des près de 70 millions de dollars US d'aide assurés par le Fonds monétaire international et par conséquent au blocage des subsides destinés au Fonds d'affectation spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan. Or, cet argent aurait notamment permis de payer les salaires des fonctionnaires, des soldats et des policiers.⁵

Profitant de la faiblesse de toutes les institutions publiques afghanes, les talibans ont réussi à les évincer de vastes régions et à gagner encore du terrain.⁶ La multiplication des manifestations de plus en plus violentes contre les troupes internationales montre en outre que la présence étrangère est perçue comme une occupation.⁷

Lors de la **Conférence de Bonn** de décembre 2011, la communauté internationale a assuré à l'Afghanistan son soutien civil jusqu'en 2024. Les grandes lignes de son intervention suite au retrait progressif des troupes d'ici 2014 ont été ébauchées au **Sommet de l'OTAN** qui s'est tenu les 20 et 21 mai 2012 à **Chicago**. Les Etats bailleurs de fonds alloueront un soutien annuel de 3.6 milliards de dollars US aux forces de sécurité afghanes. Le 8 juillet 2012, la communauté internationale s'est engagée, à l'occasion de la **Conférence ministérielle de Tokyo**, à affecter 16 milliards de dollars US pour la reconstruction civile au cours des quatre prochaines années. En contrepartie, elle attend du gouvernement afghan de nets progrès dans le domaine de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, ainsi que des élections transparentes.⁸

A côté des plans de retrait, les Etats-Unis tentent notamment de faire avancer les **pourparlers de paix** avec les talibans. Mais le meurtre de l'ancien Président afghan Burhanuddin Rabbani, président du Haut Conseil pour la paix en Afghanistan, en date du 20 septembre 2011 a constitué un dur revers.⁹ En janvier 2012, les talibans se sont déclarés prêts à ouvrir un bureau de liaison au Qatar et à entreprendre des entretiens préalables à des pourparlers de paix avec le gouvernement afghan et les Etats-Unis. Mais suite aux entretiens de février 2012, ils ont officiellement interrompu les négociations en mars 2012. Il y a lieu de penser que celles-ci se poursuivent

Save the Children, Afghanistan in Transition: Putting children at the heart of development, 2011, p. 13:

www.savethechildren.org.uk/sites/default/files/docs/STC_AFGHANISTAN_REPORT_FINAL_WEB.PDF; OCHA, le 15 décembre 2011, p. 2; Ahmed Rashid, Pakistan on the brink, 2012, p. 92.

⁵ OCHA, le 15 décembre 2011, p. 3; Handelsblatt, IWF friert Hilfszahlungen ein, le 17 juin 2011: www.handelsblatt.com/politik/international/afghanistan-hilfen-iwf-friert-hilfszahlungen-ein/4298746.html; Barbara J. Stapleton, mai 2012, p. 15.

⁶ Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 13.

⁷ Congressional Research Service (CRS), Afghanistan: Post-Taliban Governance, Security, and U.S. Policy, le 3 mai 2012, p. 29: www.fas.org/sgp/crs/row/RL30588.pdf.

⁸ Der Spiegel, Nato zittert Afghanistan-Abzug entgegen, le 21 mai 2012: <http://forum.spiegel.de/f22/gipfel-chicago-nato-zittert-afghanistan-abzug-entgegen-61493.html>; Die Zeit, Milliardenhilfe im Gegenzug zu Reformen, le 8 juillet 2012; Die Welt, Milliardenhilfe soll Afghanistans Entwicklung in «zweites Somalia» verhindern, le 8 juillet 2012: www.welt.de/aktuell/article108125718/Milliardenhilfe-soll-Afghanistans-Entwicklung-in-zweites-Somalia-verhindern.html.

⁹ NZZ, Früherer afghanischer Präsident Rabbani bei Anschlag getötet, le 20 septembre 2011: <http://mobile.nzz.ch/aktuell/international/afghanistan-rabbani-tot-1.12586780>; Stern, Rabbanis Sohn tritt an die Spitze des Friedensrates in Afghanistan, le 14 avril 2012: www.stern.de/news2/aktuell/rabbanis-sohn-tritt-an-die-spitze-des-friedensrates-in-afghanistan-1813475.html.

de manière officieuse.¹⁰ Alors que la communauté internationale n'a toujours rien à objecter à un accord avec les talibans, de larges franges de la population afghane, en particuliers les femmes et les minorités ethniques, considèrent l'idée d'associer les talibans au pouvoir avec le plus grand scepticisme, compte tenu des expériences antérieures et du clivage idéologique.¹¹

Les **programmes de réinsertion et de réconciliation** n'avancent que très lentement. D'après le Ministre de la Défense Wardak¹², près de 4000 combattants avaient été réinsérés en avril 2012; 1800 autres sont en cours de procédure. Ceux-ci viennent pour la plupart du Nord et de l'Ouest du pays. Leur idéologie et leurs convictions religieuses suscitent notamment des réserves. Selon des observateurs, certains combattants réinsérés auraient commis de graves violations des droits humains à l'encontre des femmes.¹³

En mai 2012, **l'Allemagne et l'Afghanistan** ont signé un **accord de partenariat** réglant l'aide à la reconstruction et la collaboration économique des deux Etats après 2014.¹⁴

Après une vingtaine de mois de négociations, le Parlement afghan a ratifié en mai 2012 un **accord** avec les **Etats-Unis** prévoyant une étroite collaboration militaire et civile, mais aussi le maintien des forces de sécurité américaines en Afghanistan suite au retrait officiel des troupes américaines.¹⁵ Des experts estiment à environ 20'000 le nombre de soldats qui resteront en Afghanistan après 2014 pour soutenir et former les forces de sécurité afghanes. Tandis que quelques experts partent du principe que ce nombre suffit à empêcher l'effondrement des forces de combat afghanes, d'autres sont d'avis que les groupements hostiles au gouvernement pourraient dans ces conditions tirer à nouveau parti de la situation, surtout au Sud et à l'Est du pays.¹⁶ Peu avant la Conférence ministérielle de Tokyo du 8 juillet 2012, les Etats-Unis ont déclaré que l'Afghanistan était l'un de leurs rares alliés importants en dehors de l'OTAN.¹⁷

¹⁰ International Crisis Group (ICG), Talking about talks: Towards a political settlement in Afghanistan, Asia Report Nr. 221, le 26 mars 2012: www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/afghanistan/221-talking-about-talks-toward-a-political-settlement-in-afghanistan; CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 44–47.

¹¹ Barbara J. Stapleton, Afghanistan Analysts Network (AAN), Beating a Retreat: Prospects for the Transition Process in Afghanistan, mai 2012, p. 11: <http://aan-afghanistan.com/index.asp?id=2750>.

¹² Abdul Rahim Wardak s'est retiré de ses fonctions le 7 août 2012 après avoir perdu un vote de confiance au Parlement. Son retrait pourrait compliquer le plan de sortie de l'OTAN. NZZ, Verteidigungsminister tritt zurück, le 7 août 2012: www.nzz.ch/aktuell/international/afghanischer-verteidigungsminister-tritt-zurueck-1.17446874.

¹³ CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 43–44; ARD Tagesschau, Bezahlte Pause für Taliban-Kämpfer? Le 20 juillet 2012: www.tagesschau.de/ausland/afghanistan-taliban-reintegration108.html.

¹⁴ Die Zeit, Deutschland und Afghanistan vertiefen Partnerschaft, le 16 mai 2012: www.zeit.de/news/2012-05/16/konflikte-deutschland-und-afghanistan-vertiefen-partnerschaft-16151202. L'Allemagne a en outre promis à l'Afghanistan une aide annuelle de 150 millions d'euros pour le renforcement des forces de sécurité.

¹⁵ Focus, L'Afghanistan conclut un partenariat avec les Etats-Unis, le 26 mai 2012: www.focus.de/politik/diverses/parlament-in-kabul-billigt-abkommen-afghanistan-beschliesst-partnerschaft-mit-den-usa_aid_758838.html.

¹⁶ CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 26–27. Des critiques envisagent la possibilité qu'Al Qaïda construise à nouveau un port sûr en Afghanistan.

¹⁷ Focus, Les Etats-Unis ont déclaré que l'Afghanistan était l'un de leurs principaux alliés, le 7 juillet 2012: www.focus.de/politik/ausland/afghanistan/deutliches-signal-vor-der-konferenz-usa-erklaeren-afghanistan-zu-wichtigem-verbuendeten_aid_778540.html. Seuls 15 Etats au monde jouissent de ce

3 Conditions de sécurité

Un recul dans l'escalade de la violence a été observé pour la première fois en 2012. Durant le premier semestre 2012, les attaques de groupements hostiles au gouvernement ont baissé de 38 % par rapport à l'année précédente et les activités militaires des forces de combat internationales et afghanes de 25 %. Mais la structure du conflit n'a pas changé et les deux parties se trouvent toujours dans une situation de pat.¹⁸

Selon l'ONG *Afghanistan NGO Safety Office (ANSO)*, la désescalade des groupements hostiles au gouvernement doit clairement être interprétée comme une réaction tactique à la désescalade des forces de combat internationales et ne reflète en aucun cas une perte de capacité opérationnelle. Etant donné le retrait imminent des troupes, les talibans consacrent davantage leur énergie à gagner «les cœurs et les têtes», afin de jouir d'une acceptation aussi large que possible auprès de la population afghane pour la période qui suivra le retrait. D'après un rapport confidentiel établi par les forces de combat américaines en février 2012, il semble que la cote de popularité des talibans augmente.¹⁹

En 2011 et en 2012, les groupements hostiles au gouvernement ont démontré leur présence militaire et leur force de combat par une série d'attaques spectaculaires, de plus en plus complexes, dirigées contre des institutions gouvernementales et des bases militaires, ainsi que par l'assassinat de célèbres personnalités au cœur même de Kaboul.²⁰ Avec le début de **l'offensive de printemps Al Faruk 2012**, les talibans ont comme chaque année intensifié leurs opérations militaires.²¹

Les actes de violence contre la population civile proviennent toujours de quatre sources:

- de groupements armés hostiles au gouvernement comme les talibans, les *Hezbe-Islami* de Gulbuddin Hekmatyar²², le réseau Haqqani²³ et d'autres²⁴

statut, dont Israël, le Pakistan et le Japon. L'Afghanistan a, de ce fait, un accès facilité aux armements américains.

¹⁸ ANSO, Quarterly Data Report Q.2 2012, du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, p. 1–2, 6, 9.

¹⁹ ANSO, ANSO Report du 1^{er} au 15 mai 2012, p. 1:
[www.ngosafety.org/store/files/The%20ANSO%20Report%20\(1-15%20May%202012\).pdf](http://www.ngosafety.org/store/files/The%20ANSO%20Report%20(1-15%20May%202012).pdf); Frankfurter Allgemeine Zeitung, Sympathien für die Taliban nehmen in Afghanistan zu, le 1^{er} février 2012: www.faz.net/aktuell/politik/ausland/geheimer-nato-bericht-sympathien-fuer-die-taliban-nehmen-in-afghanistan-zu-11633795.html; Financial Times Deutschland, Die Taliban profitieren von der Korruption, le 2 février 2012: www.ftd.de/politik/international/afghanistan-die-taliban-profitieren-von-der-korruption/60162890.html.

²⁰ OCHA, le 15 décembre 2011, p. 2; CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 23; NZZ, US-Botschaft in Kabul unter Feuer, le 14 septembre 2011: http://mobile.nzz.ch/politik/international/taliban-angriff_in_kabul_niedergeschlagen_1.12486178.html; Tages-Anzeiger, Taliban-Terror wegen «unislamischen Gästen», le 22 juin 2012: www.tagesanzeiger.ch/ausland/asien-und-ozeanien/TalibanTerror-wegen-unislamischen-Gaesten/story/20527784.

²¹ Der Spiegel, Karzai wirft Nato-Geheimdiensten Versagen vor, le 16 avril 2012: www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,827836,00.html; Süddeutsche Zeitung, Sicherheitskräfte melden Ende der Angriffsserie in Kabul, le 16 avril 2012: www.sueddeutsche.de/politik/kaempfe-in-afghanistan-sicherheitskraefte-melden-ende-der-angriffsserie-in-kabul-1.1333384.

²² Les Hezbe-e Islami de Hekmatyar sont actifs dans les provinces de Kunar, Nuristan, Kapisa et Nangarhar, ainsi qu'à l'Est de Kaboul et au Nord du pays, principalement à Badakhshan. En janvier 2010, Hekmatyar a présenté des conditions claires pour une réconciliation avec Karzai. A cause de ses contacts avec le gouvernement, le mouvement suscite la méfiance des talibans. La CRS estime à un millier le nombre de combattants des Hezbe-e Islami. CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 15; Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 3 et 22.

- de seigneurs de la guerre régionaux et de commandants de milices
- de groupements criminels
- de ripostes des forces de sécurité afghanes et étrangères aux attaques des groupements hostiles au gouvernement, en particulier les bombardements.

L'United Nations Assistance Mission (UNAMA) dénombre pas moins de 3021 civils tués en 2011, dont les trois quarts au moins ont été abattus par des groupements hostiles au gouvernement. Bien qu'assez rares, les attaques aériennes sont également responsables, dans une moindre mesure, de l'augmentation du nombre de victimes civiles. En particulier durant le second semestre 2011, on a enregistré nettement plus de victimes, les combats s'étant étendus aux provinces du Sud-est, de l'Est et du Nord.²⁵ Pour la première fois depuis cinq ans, le nombre de victimes recensées parmi la population civile a reculé durant les six premiers mois 2012, mais on déplore malgré tout 1145 morts. Ces dix dernières années, l'extension géographique des opérations de combat a privé des milliers d'Afghan-e-s de leur propriété et de leurs moyens de subsistances, les obligeant à se réfugier dans une autre région du pays. Une large frange de la population n'a toujours qu'un accès très restreint à des ressources aussi essentielles que l'eau potable, la nourriture, la santé publique, l'instruction et la justice.²⁶

Le transfert de la responsabilité de la sécurité aux forces afghanes a commencé en juillet 2011 ; il se déroule en cinq étapes et doit s'achever déjà durant l'été 2013. La deuxième phase a pu être bouclée en avril 2012: 17 des 34 provinces se trouvent maintenant sous la responsabilité des forces de sécurité afghanes. La troisième phase, initiée en mai 2012, doit notamment englober les provinces de Kapisa, Uruzgan et Parwan. Ainsi, les forces de sécurité afghanes assumeront sous peu la responsabilité de plus de 75 % de la population.²⁷ D'après l'ANSO, les régions qui leur

²³ Le réseau Haqqani passe pour la plus grosse menace pour la sécurité en Afghanistan. Il entretient des contacts assez étroits avec Al Qaïda comme avec les Talibans et des relations proches avec le service secret pakistanais Inter-Services Intelligence (ISI). Il opère principalement à partir du Waziristan du Nord où il est toléré et soutenu par le gouvernement pakistanais. Fort de près de 3000 combattants actifs, le réseau multiplie les attentats contre des institutions clés à Kaboul et dans d'autres régions. Il passe pour ouvert à un accord politique avec le gouvernement afghan. L'OTAN tente de combattre davantage le réseau Haqqani au Pakistan par des interventions ciblées de drones. CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 15–16; Der Spiegel, Zehn Menschen sterben bei Beschuss durch US-Drohne, le 24 mai 2012: www.spiegel.de/politik/ausland/us-drohne-toetet-zehn-menschen-in-pakistan-a-834859.html. Voir aussi: Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 20; Ahmed Rashid, Pakistan on the brink, 2012, p. 52.

²⁴ Lashkar-e Tayyiba est un groupement islamiste militant pakistanais qui se concentrait à l'origine sur des opérations lancées contre l'Inde afin de prendre le contrôle du Cachemire, mais qui est visiblement aussi actif en Afghanistan. CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 17. L'Islamic Movement of Uzbekistan (IMU) en lien avec les Talibans tente d'infiltrer l'Asie centrale au Nord-est de l'Afghanistan. Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 3, 16, 20–21.

²⁵ UNAMA, Afghanistan: Annual Report 2011 – Protection of Civilians in Armed Conflict, février 2012, p. 1–2, 19, 24: www.unhcr.org/refworld/docid/4f2fa7572.html.

²⁶ UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 7; UNAMA, Afghanistan Mid-year Report on Protection of Civilians in Armed Conflict: 2012, juillet 2012, p. 1: www.ohchr.org/Documents/Countries/AF/UNAMAMidYearReport2012.pdf.

²⁷ La deuxième phase englobait les provinces de Balkh, Dai Kundi, Takhar, Samangan, Nimruz et Kaboul (district de Sarobi); les principales villes Jalalabad (capitale de la province de Nangarhar); Gachcharan (capitale de Ghor); Shebergan (capitale de Jowzjan); Faizabad (capitale de Badakhshan); Maidan Shahr (capitale de Wardak); Qali Nau (capitale de Badghis); les districts d'autres provinces, dont Naua, Nad Ali et Marja (province de Helmand); dix districts de Badakhshan; Abkamari (province de Badghis), tous les districts de la province de Herat (sauf Shindand); trois districts de Laghman; trois districts de Nangarhar; tous les districts de Parwan (sauf Shiwari et Siahgherd); tous les districts de Sar-e Pol (sauf Sayyad), ainsi que certains quartiers de la ville de Behsud et de Jalrez (province de Wardak). CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai

ont déjà été confiées ne comportent que des foyers de crise périphériques, à l'exception de certaines parties de Helmand et Ghazni. Les groupements hostiles au gouvernement ont toujours libre accès à Ghazni et Lagham, deux chefs-lieux de provinces.²⁸ De l'avis de plusieurs experts, les forces de sécurité afghanes sont encore loin de pouvoir reprendre la responsabilité de l'ensemble du territoire.²⁹

En même temps, le premier **retrait** significatif **des troupes** a commencé. Du point de vue de la sécurité et des finances, il représentera un énorme défi pour les troupes internationales.³⁰ Il existe en principe deux possibilités de retirer les immenses quantités de matériel de guerre: passer par le Pakistan (port de Karachi) ou emprunter la route de transit par l'Ouzbékistan, Kazakhstan/Kirghizstan et la Russie. Les deux solutions coûteront cher à la communauté internationale, car les Etats de transit réclameront de lourdes taxes. D'après l'expert de la sécurité et de l'Afghanistan Albert A. Stahel, l'OTAN doit en outre négocier avec les talibans, si elle ne veut pas essuyer sans cesse les attaques de groupements hostiles au gouvernement.³¹

Les talibans. D'après l'expert Ahmed Rashid, les talibans doivent entre-temps être considérés comme un mouvement national.³² Ils recrutent volontairement des membres de plusieurs ethnies et placent aussi des Tadjiks et des Ouzbèques aux postes de commandants locaux et gouverneurs fantômes au Nord du pays. D'après Antonio Giustozzi et Thomas Reuter, les talibans revendiquent, avec l'institution systématique de structures parallèles dans des régions situées de plus en plus au Nord, le droit d'être considérés comme le gouvernement légitime de l'Afghanistan habilité à percevoir des impôts et capable de fournir des prestations. Il apparaît ainsi de plus en plus clairement que leur intention n'est pas seulement de combattre le gouvernement afghan, mais aussi de s'emparer du pouvoir.³³

Les structures pseudo-gouvernementales mises en place dans les régions contrôlées par les talibans sont relativement bien établies. Les talibans ont généralement nommé un gouverneur fantôme. Leur administration est parfois composée de plusieurs «fonctionnaires». Dans les régions les plus importantes, plusieurs commissions ont été constituées, par exemple pour la justice, les impôts, la santé ou l'instruction. Comme la population est justement très avide de sécurité et de justice et que le gouvernement ne peut pas répondre à ces demandes, les talibans comblent des lacunes importantes. Ils ont en outre réussi à endosser les problèmes de

2012, p. 24–25; Focus, Karsai a annoncé la troisième phase du transfert de responsabilité, le 13 mai 2012: www.focus.de/politik/weitere-meldungen/afghanische-truppen-uebernehmen-kontrolle-in-weiteren-provinzen-karsai-kuendigt-dritte-phase-der-verantwortungsuebergabe-an-aid_752111.html.

²⁸ ANSO, Quarterly Data Report Q.2 2012, du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, p. 1, 11.

²⁹ Landinfo, 9 septembre 2011, S. 5.

³⁰ CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 24; Banque mondiale, Country Overview 2012, mai 2012: www.worldbank.org.af/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/SOUTHASIAEXT/AFGHANISTANEXTN/0,,contentMDK:20154015~menuPK:305992~pagePK:141137~piPK:141127~theSitePK:305985,00.html.

³¹ Focus, Afghanistan-Abzug: «Ohne Deal mit den Taliban geht es nicht», le 23 mai 2012: www.focus.de/politik/ausland/afghanistan/tid-25895/truppenrueckzug-aus-afghanistan-afghanistan-abzug-ohne-deal-mit-den-taliban-geht-es-nicht_aid_756443.html; RP Online, Kosten in Milliardenhöhe: Abzug aus Afghanistan – Teuer und gefährlich, le 14 mai 2012: www.rp-online.de/politik/deutschland/abzug-aus-afghanistan-teuer-und-gefaehrlich-1.2829017. Des armes qui ne doivent en aucun cas tomber entre les mains de groupements hostiles au gouvernement doivent avoir quitté l'Afghanistan.

³² Ahmed Rashid, Pakistan on the brink, 2012, p. xvii.

³³ Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 2–4.

plusieurs secteurs de population et à coopter même quelques seigneurs de la guerre qui comptaient parmi leurs ennemis acharnés.³⁴

L'offensive de printemps lancée à plusieurs endroits en même temps présuppose une énorme performance logistique et d'impressionnantes capacités d'organisation: malgré les lourdes pertes qu'ils ont essuyées depuis 2007, les talibans restent toujours aussi pugnaces. Ils n'ont toujours aucune peine à recruter des hommes jeunes. Le courage des combattants et leur détermination à se sacrifier laissent à penser que les motifs économiques ne sont pas la motivation première des combattants qui décident de se rallier aux talibans.³⁵

A côté du soutien financier assuré par le service secret pakistanais, *Inter-Services Intelligence (ISI)*, l'imposition de la plantation et du trafic de drogues constitue une solide source de revenu pour les talibans. Leur expansion géographique leur a en outre permis d'étendre à d'autres régions l'imposition des entreprises, des paysans, des organisations d'entraide et de sécurité privée, ainsi que des voyageurs. L'encaissement de l'*Ushr* (la «dîme» de la récolte ou du revenu) ne leur sert pas seulement à financer leurs activités, mais leur procure aussi, à travers l'exercice de fonctions gouvernementales, une «légitimité» en tant que futurs souverains.³⁶

C'est à nouveau l'utilisation d'explosifs qui a fait la plupart des victimes civiles. Les attentats-suicides sont devenus plus complexes et impliquent souvent plusieurs kamikazes. En 2011, ils ont pris pour cibles 495 personnes dans l'ensemble du pays. Les attaques orchestrées sur les places publiques, telles que mosquées ou marchés ont fait énormément de victimes civiles.³⁷ La mise en place de barrages routiers illégaux, la mise hors service de réseaux de téléphonie mobile et des lettres de menace (*Shabnamehs*) figurent également au nombre des méthodes utilisées pour intimider la population. En 2011, les talibans ont certes souligné dans des prises de position publiques leur volonté de protéger la population civile. Mais ces intentions ne se sont nullement traduites dans les faits.³⁸

Al-Qaïda. D'après les forces de sécurité afghanes, il y aurait toujours des combattants d'Al-Qaïda dans les régions sous contrôle des talibans.³⁹ L'assassinat par la FIAS du numéro deux d'Al-Qaïda dans la province afghane de Kunar en mai 2012 est un indice de la présence du réseau terroriste en Afghanistan.⁴⁰

³⁴ Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 2–4, 18–20. Voir aussi: Thomas Ruttig, *Elastisch und stabil: Organisationsstrukturen und Ideologie der afghanischen Taliban*, dans: Conrad Schetter/Jörgen Klusmann (édit.), *Der Taliban-Komplex*, 2011, p. 31–55.

³⁵ Giustozzi/Ibrahimi, AREU, *Thirty years of conflict*, janvier 2012, p. 50, 54–56, 64; *Der Spiegel*, *Karzai wirft Nato-Geheimdiensten Versagen vor*, 16 avril 2012: www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,827836,00.html.

³⁶ Giustozzi/Ibrahimi, janvier 2012, p. 2, 39–40, 61–63; Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 14 et 19, Thomas Ruttig, *Elastisch und stabil*, 2011, p. 49.

³⁷ Amnesty International, *Annual Report 2012 – Afghanistan*, le 24 mai 2012: www.unhcr.org/refworld/country,,AMNESTY,,AFG,,4fbc395611,0.html.

³⁸ UNAMA, *Annual Report 2011*, février 2012, p. 3–4, 10–21; Amnesty International, *Fleeing War, Finding Misery*, 2012, p. 23.

³⁹ Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 22.

⁴⁰ *Tages-Anzeiger*, *Isaf meldet Tötung von Al-Qaida-Vizechef*, le 29 mai 2012: www.tagesanzeiger.ch/ausland/nahe-osten-und-afrika/Isaf-meldet-Toetung-von-AlQaidaVizechef/story/30088017.

Les forces de sécurité afghanes. Les forces de sécurité afghanes sont devenues plus visibles. Mais l'armée nationale afghane (ANA) présente toujours un taux de désertion d'au moins 20 %. Beaucoup de ses membres brillent en outre par leurs absences prolongées. Dans les troupes afghanes, on dénombre par ailleurs près de 90 % d'analphabètes. D'après Ahmed Rashid, le développement fulgurant des forces de sécurité afghanes a en outre eu pour effet de détruire l'équilibre initial de la composition ethnique en faveur des minorités. Selon lui, 70 % des unités étaient déjà placées sous le commandement d'officiers tadjiks en 2010. Au sein de la police nationale afghane (PNA), on consomme toujours autant de drogues. Par ailleurs, il est fréquent que des membres de la PNA soient impliqués dans des conflits politiques ou ethniques à l'échelon local. Bien que les Etats-Unis aient successivement équipé la PNA d'armes lourdes et d'environ 5000 véhicules cuirassés à l'échelle nationale, la plupart des unités manquent de munitions et de véhicules. La loyauté et les idéologies des forces de sécurité afghanes causent aussi des soucis. En 2011 et davantage encore en 2012, de nombreux attentats contre des «collègues» et contre des soldats étrangers ont en effet lourdement entaché le rapport de confiance entre les forces de sécurité afghanes et internationales.⁴¹

D'après les indications de l'OTAN, l'effectif des forces de sécurité afghanes, déjà fort de 345'000 hommes à la fin mars 2012, doit être porté à 352'000 hommes d'ici la fin novembre 2012. Paradoxalement, il devra à nouveau être réduit à 230'000 hommes d'ici 2017, malgré les gros efforts de recrutement et de formation. Ce démantèlement est dû à des motifs économiques. Indépendamment du fait que les conditions de sécurité sont déjà extrêmement précaires avec l'effectif actuel, plus de 120'000 hommes jeunes vont ainsi perdre leur emploi et donc leur source de revenu, sans se voir offrir la moindre perspective. Ils vont donc de toute évidence se rallier à des groupements hostiles au gouvernement.⁴²

En lien avec le transfert de la responsabilité de la sécurité, l'*UNAMA* a jeté un œil sur le comportement des forces de sécurité afghanes: entre juillet et août 2011, leurs opérations ont fait 41 morts et 133 blessés au sein de la population civile, ce qui représente une augmentation de 192 % pour les morts et de 55 % pour les blessés par rapport à l'année précédente à la même période.⁴³

Les forces de sécurité étrangères. Les forces étrangères se concentrent sur le transfert de la responsabilité de la sécurité aux forces afghanes, sur le retrait progressif des troupes, ainsi que sur l'organisation de l'évacuation du matériel de guerre. A cause de la forte pression politique, quelques Etats ont déjà amorcé un retrait partiel. D'autres comptent retirer des effectifs plus ou moins importants

⁴¹ CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 31, 34, 36; Ahmed Rashid, Pakistan on the brink, 2012, p. 87; ANSO, Quarterly Data Report Q.2 2012, du 1^{er} janvier au 30 juin, p. 10; Télévision suisse, Les Talibans ont infiltré les forces de sécurité afghanes, le 17 août 2012: www.tagesschau.sf.tv/Nachrichten/Archiv/2012/08/17/International/Taliban-haben-afghanische-Sicherheitskraefte-unterwandert?WT.zugang=front_mel. A la mi-août, 37 soldats étrangers avaient déjà été tués en 2012 lors de 29 attentats.

⁴² CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 32. Un effectif de 352'000 hommes coûterait environ 6 milliards de dollars US, alors que les coûts d'un effectif de 230'000 hommes sont estimés à 4 milliards de dollars US. Actuellement, les ANSF sont presque exclusivement financées par des fonds internationaux.

⁴³ UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 28.

d'Afghanistan d'ici la fin 2012. Le 10 mai 2012, 129'469 militaires étrangers étaient stationnés en Afghanistan.⁴⁴

Le nombre de razzias nocturnes effectuées par les forces de combat afghanes a reculé de 22 % en 2011. Mais entre juillet et décembre 2011, ces razzias ont fait nettement plus de victimes civiles qu'en 2010 à la même période (192 % de plus). D'après la FIAS, elles sont une réussite sur le plan tactique, mais suscitent de forts ressentiments au sein de la population.⁴⁵

Entre mars 2010 et août 2011, l'*UNAMA* a enregistré 1325 condamnations liées à des opérations qui ont fait des victimes civiles. Les mécanismes d'enquête et de dédommagement en lien avec des victimes civiles et la destruction de propriété lui paraissent toujours aussi insuffisants. Leur hétérogénéité, ainsi que le manque d'informations sur les procédures, ont provoqué colère et frustration chez la population afghane.⁴⁶

Les milices et seigneurs de la guerre locaux. Selon Antonio Giustozzi, les seigneurs de la guerre locaux et leurs milices ont pris de plus en plus d'importance à mesure que la guerre s'étendait à d'autres provinces à l'Ouest, au Nord et à l'Est du pays. Pour contrer la menace des groupements hostiles au gouvernement, ils ont décidé, souvent en accord avec le gouvernement afghan et les forces de sécurité internationales, de remobiliser depuis 2009/2010 des anciennes milices. A Kunduz précisément, les forces de sécurité afghanes et internationales n'étaient pas en mesure d'empêcher l'avancée des groupements hostiles au gouvernement sans l'aide des milices. Mais le fait que seule une petite partie des milices est attachée au gouvernement contribue à la dégradation des conditions de sécurité. La réactivation des anciennes milices, ainsi que formation de nouveaux groupements de ce type, sont extrêmement controversées.⁴⁷

Le programme de la *police locale afghane (PLA)* démarré en août 2010 sur la pression des Etats-Unis a aussi suscité de vives critiques. Il semble d'après l'*UNAMA* que les conditions de sécurité se soient améliorées dans les régions d'intervention de la PLA.⁴⁸ Mais l'*ANSO* se demande s'il faut attribuer à la PLA uniquement la responsabilité de la réduction des attaques dans les provinces de Baghlan et Takhar ou aussi l'augmentation de la criminalité (+37 %).⁴⁹ Dans une étude parue en septembre 2011, *Human Rights Watch* a signalé de nombreux cas de prise d'influence inadéquate de potentats locaux lors du recrutement: le recrutement d'anciens membres de groupements armés illégaux, des recrutements forcés d'enfants, des perceptions illégales d'impôts, des viols, le recours à la violence, des intimidations,

⁴⁴ CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 340–41; FIAS, Troop numbers and contributions: www.isaf.nato.int/troop-numbers-and-contributions/index.php. Les Pays-Bas et le Canada ont déjà suspendu les opérations de combat; la Grande-Bretagne compte retirer 900 soldats d'ici 2012; l'Italie et l'Allemagne veulent réduire leurs forces de combat déjà avant 2014; le Danemark entend retirer 120 soldats d'ici la fin 2012; la Belgique planifie le retrait de 300 soldats de l'aéroport international de Kaboul; l'Australie veut mettre un terme à sa mission déjà avant 2014.

⁴⁵ UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 4, 22, 25–26, 29–30.

⁴⁶ UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 26–28, 30.

⁴⁷ Giustozzi/Ibrahimi, janvier 2012, p. 30, 36–38, 56–57; Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 26–27; Human Rights Watch, «Just Don't Call It a Militia» – Impunity, Militias, and the «Afghan Local Police», septembre 2011, p. 1–3, 8, 10, 27–40: www.hrw.org/sites/default/files/reports/afghanistan0911webwcover.pdf.

⁴⁸ UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 6.

⁴⁹ ANSO, Quarterly Data Report du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, p. 11.

ainsi que des expulsions et des meurtres commis par des membres de la PLA. Une commission d'enquête militaire américaine a confirmé la plupart des reproches de *Human Rights Watch*. Cette organisation critique en outre le fait qu'il faille s'exposer à des risques durables pour obtenir des améliorations de courte durée.⁵⁰

Sécurité et trafic de drogues. D'après l'*UN Office on Drugs and Crime*, les prix de l'opium ont augmenté de 43 % entre 2010 et 2011 et la production de cette drogue de 133 %. Ces cultures sont désormais présentes dans 17 provinces contre 14 auparavant et absentes de 17 provinces contre 20 précédemment (Kapisa et l'Est et Baghlan et Faryab au Nord du pays). L'organisation estime les recettes liées à l'exportation d'opium à 2.4 milliards de dollars US, ce qui correspond à 15 % du PIB de l'Afghanistan. À côté des nombreux fonctionnaires et seigneurs de la guerre, les groupements hostiles au gouvernement remplissent aussi leurs caisses avec l'argent de la drogue. Le trafic de drogues a donc largement contribué à déstabiliser le pays.⁵¹

En 2011, des incidents menaçant la sécurité des gens se sont produits dans plus de 80 % du pays. La concentration des attaques des groupements hostiles au gouvernement s'est déplacée du Nord à l'Est. L'ANSO a en outre observé une augmentation inquiétante des attaques armées de source criminelle.⁵² En décembre 2011, les organisations onusiennes n'avaient toujours accès qu'à la moitié du pays environ.⁵³

L'Est et le Sud. Entre-temps, on dénombre pratiquement autant d'attaques à l'Est du pays qu'au Sud.⁵⁴ C'est toujours dans les provinces de Kandahar et de Helmand qu'on déplore le plus de victimes civiles. Mais leur nombre a aussi fortement augmenté dans les provinces de Khost, Paktika et Ghazni au Sud-est du pays, ainsi que dans les provinces orientales de Kunar et Nangarhar (+34 %). Il en va de même des meurtres ciblés dans les provinces du Sud-est et de l'Est (+114 et +107 %).⁵⁵ La plupart des exécutions sommaires se déroulent au Sud et à l'Est. Dans le cadre de la résistance armée, les bombardements de l'armée pakistanaise ont en outre chassé des centaines de familles dans les provinces orientales de Kunar, Nangarhar et Nuristan.⁵⁶

Nord. Depuis l'été 2010, les troupes internationales ont réussi, avec l'aide de plusieurs milices, à affaiblir les talibans à Kunduz et à Baghlan. Mais en même temps, elles ont échoué dans leur tentative de renforcer le gouvernement afghan dans cette région et de placer les territoires en question sous son contrôle. Même si les tali-

⁵⁰ Human Rights Watch, *Just Don't Call It a Militia*, septembre 2011; UNAMA, *Annual Report 2011*, février 2012, p. 3, 6-7, 31-36; AIHRC, *From Arbaki to Local Police*, 2012: [www.aihrc.org.af/media/files/Reports/Research/English/Report%20on%20Afghan%20Local%20Police%20\(Final%20Draft%2C%20English\).pdf](http://www.aihrc.org.af/media/files/Reports/Research/English/Report%20on%20Afghan%20Local%20Police%20(Final%20Draft%2C%20English).pdf); CRS, *Post-Taliban Governance*, le 3 mai 2012, p. 37.

⁵¹ UN Office on Drugs and Crime, *Afghanistan Opium Survey 2011*, décembre 2011, p. 3-6: www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghanistan_opium_survey_2011_web.pdf; Giustozzi/Ibrahimi, janvier 2012, p. 39-40.

⁵² ANSO, *Quarterly Data Report du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011*, p. 4-6.

⁵³ UNHCR, *Global Appeal 2012-2013 - Afghanistan*, p. 172; OCHA, le 15 décembre 2011, p. 4; IDMC, *Durable solutions*, le 16 avril 2012, p. 8.

⁵⁴ NZZ, *Selbstmordanschläge im Westen und Süden des Landes*, le 10 avril 2012: www.nzz.ch/nachrichten/politik/international/selbstmordanschlaege-afghanistan_1.16369487.html; ANSO, *Quarterly Data Report Q.2 2012*, du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, p. 1.

⁵⁵ UNAMA, *Annual Report 2011*, février 2012, p. 5, 19, 24.

⁵⁶ Landinfo, le 9 septembre 2011, p. 9; UNAMA, *Annual Report 2011*, février 2012, p. 5-6, 31; ANSO, *Quarterly Data Report du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011*, p. 4, 10.

bans ont essuyé quelques revers au Nord, il faut partir du principe qu'ils exercent toujours un certain contrôle sur plusieurs communes et qu'ils ne se laissent pas paralyser par les pertes et les échecs.⁵⁷ Quant aux milices et autres groupements du même type, ils contribuent parfois pour beaucoup à l'insécurité de la population. A Baghlan, les attaques ont fortement reculé.⁵⁸

Ouest. C'est principalement à l'Ouest que se rabattent les groupements hostiles au gouvernement du Sud et de l'Est du pays. Les meurtres ciblés qu'ils y ont commis en 2011 ont drastiquement augmenté (+255 %) ; ils ont surtout frappé des collaborateurs d'ONG, des chefs de tribus locaux, des agents d'entreprises de sécurité privée et des recrues de la PNA. Au cours du second semestre 2011, l'UNAMA a en outre enregistré à l'Ouest une augmentation des exécutions sommaires suite à des jugements prononcés par une justice parallèle.⁵⁹ En 2012, les attaques ont encore augmenté dans les provinces occidentales de Farah et Ghor.⁶⁰

Kaboul et le centre. Au centre du pays, on a enregistré entre juillet et décembre 2011 une augmentation fulgurante du nombre de victimes civiles (+80 %). A Kaboul en particulier, six attentats-suicides ont fait de nombreuses victimes au sein de la population civile.⁶¹ Des membres de groupements hostiles au gouvernement ont continué à perpétrer des opérations extrêmement téméraires, même dans les quartiers bien sécurisés de la capitale. En avril 2012, les talibans ont ainsi organisé des attentats coordonnés à sept endroits de la capitale, dont le quartier diplomatique bien sécurisé, des bâtiments du gouvernement et des bases militaires. A Kaboul, la criminalité prend par ailleurs des dimensions préoccupantes.⁶²

Puissances régionales. En prévision du retrait des troupes en 2014, les Etats membres de l'OTAN tentent d'intégrer davantage les Etats voisins de l'Afghanistan à leurs efforts visant à stabiliser l'Afghanistan. Un effondrement de l'Afghanistan est certes contraire aux intérêts de la région (extension des réseaux extrémistes, flux de réfugiés, trafic de drogues). Mais pour des raisons politiques, on ne voit pratiquement aucune coopération s'amorcer parmi les Etats voisins.⁶³ Sans compter que les relations bilatérales avec le Pakistan et les Etats-Unis, ainsi qu'entre le Pakistan et l'Iran, sont au point mort.⁶⁴

Perspective. Les Etats de l'OTAN maintiennent opiniâtement la date prévue pour le retrait des troupes et occultent complètement la réalité qui prévaut sur le terrain. Même en 2014, le gouvernement corrompu et fondé sur le clientélisme, les institutions faibles et sous perfusion financière, ainsi que les forces de sécurité infiltrées

⁵⁷ Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 3, 4, 29–30, 32, 33–34.

⁵⁸ ANSO, Quarterly Data Report du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, p. 4.

⁵⁹ UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 5, 19, 20–21. Des indices donnent à penser que la population des régions occidentales recourt visiblement aux mécanismes de justice des groupements hostiles au gouvernement.

⁶⁰ ANSO, Quarterly Data Report Q.2 2012, du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, p. 7.

⁶¹ UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 5.

⁶² Süddeutsche Zeitung, Sicherheitskräfte melden Ende der Angriffsserie in Kabul, le 16 avril 2012; Amnesty International, Fleeing War, 2012, p. 19; ANSO, ANSO Report du 1^{er} au 15 juin 2012, p. 1: [www.ngosafety.org/store/files/The%20ANSO%20Report%20\(1-15%20June%202012\).pdf](http://www.ngosafety.org/store/files/The%20ANSO%20Report%20(1-15%20June%202012).pdf).

⁶³ ICG, Talking about talks, le 26 mars 2012, p. 10–16.

⁶⁴ CSS ETH Zürich, Afghanistan: Vage Aussicht auf eine regionale Lösung, mars 2012: www.css.ethz.ch/publications/DetailansichtPubDB?rec_id=2024; Thomas Kunze et Lina Gronau, Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., Zentralasien nach dem Truppenabzug aus Afghanistan, le 27 juin 2012: www.kas.de/zentralasien/de/publications/31450/.

par des groupements hostiles au gouvernement ne seront guère en mesure de combler le vide laissé par ce retrait. Avec le meurtre de Rabbani, l'abandon des pourparlers de paix et la relève toujours plus radicale des groupements hostiles au gouvernement, le scénario d'une réconciliation et donc de la fin du conflit paraît peu vraisemblable dans un proche avenir. La situation extrêmement fragile pourrait rapidement conduire à la désintégration aussi bien de l'Etat que des forces de sécurité, et par conséquent à une guerre civile sanglante qui aurait pour effet de déstabiliser toute la région.⁶⁵

4 Constitution et système judiciaire

Malgré les immenses efforts de reconstruction déployés par la communauté internationale, les institutions afghanes restent incompétentes. La police aussi bien que les tribunaux passent pour les corrompues du pays. Leur fonctionnement laisse à désirer dans l'ensemble du pays, de même que celui des prisons. En particulier dans les régions rurales, les représentants de la justice sont peu formés, ce qui amène la population à se tourner vers les mécanismes de médiation traditionnels pour les affaires civiles aussi bien que criminelles. Le secteur de la justice est toujours sous-financé et en sous-effectif. Faute de formation suffisante, les juges fondent souvent leurs jugements sur une conception personnelle de la Shari'a, du droit codifié et des traditions locales. La corruption, ainsi que les intimidations des potentats locaux, des proches ou des fonctionnaires, limitent fortement leur indépendance. Dans la plupart des cas, des aveux sont toujours présentés comme les principales «pièces à conviction». Les juges admettent généralement ce genre de preuve, même quand la défense fait valoir que les aveux ont été extorqués.⁶⁶

L'*US Department of State* signale toujours des arrestations arbitraires et des emprisonnements d'une durée disproportionnée dans l'ensemble du pays. Souvent, les détenus ne sont pas informés des motifs de leur arrestation et l'accès à une représentation juridique ou à leurs proches ne leur est pas garanti.⁶⁷ Certaines femmes sont condamnées pour «faute moral», même quand elles ont été victimes d'un crime (par exemple condamnation pour relations sexuelles extraconjugales en cas de viol). C'est également le cas quand des enfants ont été victimes de violence. Paradoxalement, la justice poursuit rigoureusement ces «crimes» sur la base du moindre indice, alors que des violations des droits de l'homme bien plus graves restent impunies.⁶⁸

⁶⁵ Barbara J. Stapleton, *Beating a Retreat*, mai 2012; ICG, *Talking about talks*, le 26 mars 2012, p. i–ii; OCHA, le 15 décembre 2011, p. 2.

⁶⁶ US Department of State (USDOS), 2011 Country Report on Human Rights Practices: Afghanistan, le 24 mai 2012, p. 11–12: www.state.gov/documents/organization/186669.pdf; Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 11–14; UNAMA, *Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghan Custody*, octobre 2012, p. 2–4, 6–7: http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/Documents/October10_%202011_UNAMA_Detention_Full-Report_ENG.pdf.

⁶⁷ Amnesty International, *Annual Report 2012*, 24 mai 2012; USDOS, 2011 Human Rights Practices, le 24 mai 2012, p. 6–11; UNAMA, *Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghan Custody*, octobre 2011, p. 2–4, 6–8. D'après l'UNAMA, 93 % des personnes interrogées ont été retenues plus longtemps que les 72 heures autorisées dans les établissements pénitentiaires du NDS – en moyenne 20 jours.

⁶⁸ Human Rights Watch, «I Had To Run Away» – The Imprisonment of Women and Girls for «Moral Crimes» in Afghanistan, mars 2012, p. 2–3:

Une étude publiée par l'*UNAMA* en octobre 2011 fait état de tortures systématiques dans cinq établissements pénitentiaires du *National Directorate of Security (NDS)* : Herat, Kandahar, Khost, Laghman, Kaboul. L'usage de la torture est très vraisemblable dans deux autres établissements pénitentiaires du NDS (Kapisa, Takhar) et des indices donnent à penser que cette pratique a cours dans 17 autres prisons. Plus d'un tiers des personnes arrêtées par la PNA, dont des enfants, ont subi un traitement qui s'apparente à de la torture. Le rapport montre en outre que les membres du NDS et de la PNA qui se rendent coupable de mauvais traitements et de tortures ne sont guère inquiétés. D'après l'*UNAMA*, les fonctionnaires du NDS et de la PNA n'assument guère leurs responsabilités ; ils ont de la peine à s'imposer et leurs pratiques manquent de transparence. En septembre 2011, la FIAS a reproché à certains établissements de transférer des prisonniers du NDS et de la PNA.⁶⁹ Il ressort de l'enquête que le Ministère de la Justice a confié en janvier 2012 le contrôle des prisons du pays au Ministère de l'Intérieur. Des organisations de défense des droits humains ont critiqué cette mesure.⁷⁰

Coresponsabilité familiale. Les autorités continuent à emprisonner des proches de personnes soupçonnées d'un crime.⁷¹

Justice des talibans. La jurisprudence des talibans est extrêmement brutale, mais, à bien des égards, supérieure à la Justice d'Etat. Elle passe pour rapide, relativement indépendante et les jugements prononcés sont aussi mis en application. Contrairement au gouvernement dont les procès traînent en longueur et qui n'est pas en mesure d'imposer ses jugements, surtout dans les régions les plus retirées. Les talibans ont placé un juge dans la plupart des districts.⁷² Les régions sous leur contrôle sont le théâtre de nombreuses exécutions sommaires, amputations et autres violations des droits humains. Les habitants n'ont pratiquement aucune liberté civile.⁷³

Peine de mort. D'après *Amnesty International*, deux personnes ont été exécutées en Afghanistan en 2011. Sur les plus de 140 condamnations à mort, la Cour suprême en a confirmé au moins cent.⁷⁴

Conditions de détention. Les Conditions de détention sont très en-deçà des normes internationales. Selon *Human Rights Watch*, la plupart des prisons sont bondées, car le nombre de détenus ne cesse d'augmenter. Les installations sani-

www.hrw.org/sites/default/files/reports/afghanistan0312webwcover_0.pdf; USDOS, 2011 Human Rights Practices, le 24 mai 2012, p. 11; Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012.

⁶⁹ UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees, octobre 2011, p. 2–4, 21, 16–38, 40–43, 49. Les méthodes utilisées comprenaient notamment la pendaison, des coups, des électrochocs, l'arrachage des ongles des orteils et la menace de violence sexuelle.

⁷⁰ Der Standard, Polizei übernimmt Gefängnisse, Menschenrechtler besorgt, le 10 janvier 2012: <http://derstandard.at/1325486092150/Polizei-uebernimmt-Gefaengnisse-Menschenrechtler-besorgt>.

⁷¹ USDOS, 2011 Human Rights Practices, le 24 mai 2012, p. 14; Landinfo, Afghanistan: Human Rights and Security Situation, le 9 septembre 2011, p. 9: www.landinfo.no/asset/1745/1/1745_1.pdf.

⁷² Giustozzi/Ibrahimi, janvier 2012, p. 60; Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 2, 11, 15, 18–19. Selon Giustozzi et Ibrahimi, des juges ont confié un cas dont ils ne pouvaient pas se charger eux-mêmes à un mollah en qui ils avaient confiance et ont ensuite garanti l'exécution du jugement. Au plus haut niveau, les talibans ont constitué pour chaque région (par exemple le Nord-ouest) une commission judiciaire composée d'assez éminents mollahs et d'oulémas. Cette commission fonctionne comme une sorte de Cour suprême. Elle constitue l'instance de dernier recours. Thomas Ruttig, *Elastisch und stabil*, 2011, p. 45–50.

⁷³ UNAMA, Afghanistan Mid-year Report, juillet 2012, p. 4; Landinfo, le 9 septembre 2011, p. 12, 18.

⁷⁴ Amnesty International, Amnesty Report 2011, 2011.

taires, la nourriture, l'eau potable et les couvertures ne suffisent pas. Les maladies contagieuses sont répandues. D'après l'*UNAMA* et la *Commission Indépendante des droits de l'homme en Afghanistan (AIHRC)*, la torture est une pratique de routine dans de nombreuses prisons du pays. Les enfants de moins de sept ans doivent souvent vivre en prison avec leurs mères condamnées.⁷⁵

Bagram. D'après les indications d'*Amnesty International*, les forces de combat américaines retiennent environ 3100 détenus dans leur prison de Parwan/Bagram. Parmi eux, de nombreux combattants présumés des groupements hostiles au gouvernement. Ceux-ci sont mis en détention pour des motifs dits «de sécurité» pour une durée illimitée. Quelques-uns y croupissent déjà depuis des années. Dans le cadre des négociations relatives à un partenariat stratégique, les Etats-Unis ont accepté de remettre aux autorités afghanes la prison controversée dans un délai de six mois.⁷⁶

5 Droits de l'homme: groupes de personnes menacées

Voici des groupes de personnes spécialement menacées, aussi en 2012, par des acteurs gouvernementaux, non gouvernementaux et internationaux:

Les femmes. Dix ans après la fin du règne des talibans, les crimes contre les femmes et les filles sont encore très répandus en Afghanistan et les possibilités de les combattre extrêmement limitées, voire inexistantes. Dans le cadre d'une enquête, *Human Rights Watch* a constaté que les autorités afghanes ne sont pas très motivées à appliquer la loi sur l'élimination de la violence contre les femmes. L'enquête a en outre révélé que l'attitude des policiers, des procureurs et des juges a des répercussions extrêmement négatives sur les droits des femmes: les femmes et les filles sont souvent condamnées au lieu d'être considérées comme des victimes et protégées. Selon *Human Rights Watch*, près de 400 filles et femmes accusées de «crime moral» croupissaient en prison en janvier 2012. Les jugements rendus accessibles dans le cadre de l'enquête ont en outre révélé une attitude parfois très sexiste de la part des juges et un manque de professionnalisme. En mars 2012, le Président Karzai a appuyé la prise de position du «ouléma surah» (un conseil de chefs religieux soutenu financièrement par le gouvernement), stipulant que les femmes sont moins importantes que les hommes, qu'elles ne doivent ni voyager sans escorte masculine, ni se montrer en public avec des hommes, ni collaborer ou encore étudier avec des hommes. La prise de position précise en outre que la violence contre les femmes est indiquée dans certains cas.⁷⁷

⁷⁵ Human Rights Watch, World Report 2011, le 22 janvier 2012, p. 3: www.ecoi.net/local_link/208866/328900_de.html; USDOS, 2011 Human Rights Practices, le 24 mai 2012, p. 4–6; Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012.

⁷⁶ Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012; Die Zeit, Einigung im Streit um US-Militärgefängnis Bagram, 9 mars 2012: www.zeit.de/politik/ausland/2012-03/usa-militaergefängnis-bagram. Des incidents comme l'évasion spectaculaire de nombreux chefs de file des talibans de la prison de Kandahar en avril 2011 amènent les experts à douter de la capacité des forces de sécurité afghanes de diriger la prison.

⁷⁷ Human Rights Watch, «I Had To Run Away», septembre 2011, p. 3, 6–7, 27, 78–80, 86–87; Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012; USDOS, 2011 Human Rights Practices, le 24 mai 2012, p. 8, 33–34.

L'AIHRC relève une augmentation des actes de violence contre les femmes en 2011.⁷⁸ Le Ministère afghan de la condition des femmes en a enregistré 3742, rien qu'entre le 22 mars et le 31 décembre 2011. Les femmes et les filles sont victimes de discriminations et de nombreuses violations des droits humains. La violence domestique, les mariages forcés, la traite des femmes et l'échange de femmes pour régler des litiges sont des pratiques répandues : 56 % des mariages sont conclus avec des filles de moins de 16 ans. Lors d'un sondage effectué par *Human Rights Watch*, près de 87 % des femmes ont avoué avoir subi des actes de violence sexuelle, physique ou psychique. Les taux d'analphabétisme et de pauvreté des femmes et des filles afghanes sont parmi les plus élevés au monde et leur accès à la justice, à l'éducation et à la santé est parfois très restreint. Leur vie professionnelle est truffée d'obstacles et leur espérance de vie figure parmi les plus basses au monde. Les femmes et les filles qui participent à la vie publique ou qui mènent un combat féministe s'exposent à des tracasseries, à des attaques physiques, voire à des meurtres.⁷⁹ En 2012, on ne recensait dans l'ensemble du pays que 14 foyers pour les femmes, dont quelques-uns subissent régulièrement des menaces.⁸⁰

Les enfants. En Afghanistan, un enfant sur cinq meurt encore avant l'âge de cinq ans. Chaque jour, 550 enfants succombent à des maladies guérissables comme la diarrhée ou la pneumonie. Chez les moins de cinq ans, 40 % sont en sous poids et 16,7 % gravement sous-alimentés. L'Afghanistan est l'un des quatre seuls pays au monde où la poliomyélite est encore une maladie courante.⁸¹

L'AIHRC signale une augmentation de la traite des enfants en 2011. Exploités sexuellement ou astreints aux travaux forcés, les enfants sont victimes de violences et n'ont pas suffisamment accès aux institutions éducatives et sanitaires. D'une manière générale, ils sont négligés. Pas moins de 85 % des victimes de mines antipersonnel ont moins de 18 ans. Les garçons sont très exposés au « bache bazi », une tradition assez répandue, surtout au Nord du pays, qui consiste à les vendre comme esclaves à des hommes puissants. Le gouvernement afghan ferme les yeux sur cette pratique, car il n'est pas rare que les coupables disposent de puissantes milices ou de bons contacts avec les forces de sécurité afghanes.⁸² L'UNAMA a enregistré en 2011 212 cas de recrutement d'enfants par la PNA, la PLA et des groupements hostiles au gouvernement. On a connaissance de rapports en provenance des provinces de Helmand, Kandahar, Nimruz, Uruzgan et Zabul. Le nombre d'enfants ont été utilisés pour commettre des attentats-suicides a augmenté en 2011. Les tali-

⁷⁸ AIHRC, Annual Report 2010/2011 (1389), 2011, p. 68: www.aihrc.org.af/media/files/Reports/Annual%20Reports/inside.pdf. L'AIHRC a enregistré en 2011 2765 cas de violence contre les femmes.

⁷⁹ Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012; Human Rights Watch, « I Had To Run Away », septembre 2011, p. 3–4, 27, 30, 39.

⁸⁰ Human Rights Watch, « I Had To Run Away », septembre 2011, p. 91–93.

⁸¹ Save the Children, 2011, p. 4–6; OCHA, Consolidated Appeal for Afghanistan Mid-Year Review 2011, le 20 juillet 2011: <http://unocha.org/cap/appeals/mid-year-review-consolidated-appeal-afghanistan-2011>.

⁸² IDMC, Durable solutions, le 16 avril 2012, p. 6; Save the Children, 2011, p. 8–9; USDOS, 2011 Human Rights Practices, le 24 mai 2012, p. 41–42, 45–46; AIHRC, Annual Report 2010/2011 (1389), 2011, p. 3, 71; Human Rights Watch, « Just Don't Call It a Militia », septembre 2011, p. 41–42.

bans les recrutent à partir de six ans et les forment généralement au Pakistan pour les attentats-suicides.⁸³

Les employé-e-s d'organisations nationales et internationales. L'ANSO a signalé en 2011 163 attentats visant des employé-e-s d'ONG, ce qui représente une hausse de 20 % par rapport à l'an passé. En 2011, les employé-e-s locaux ont été nettement plus touchés que les internationaux. Les programmes de déminage étaient spécialement visés. En 2012, on a noté un recul des attentats dirigés contre des collaborateurs d'ONG (-40 %).⁸⁴

Les journalistes. Des journalistes sont enlevés, battus ou assassinés pour des motifs politiques dans le cadre d'attentats perpétrés par des troupes gouvernementales ou des membres de groupements hostiles au gouvernement. Quarante-vingt représentants de cette profession ont été attaqués en 2011 et trois tués. De tous les côtés, on les a empêchés de faire leur travail. Le gouvernement leur a surtout mis les bâtons dans les roues quand leurs articles portaient sur les intérêts de la sécurité nationale ou sur des blasphèmes. Selon *Amnesty International*, il n'a pas réussi à enquêter sur les attaques dirigées contre des journalistes, ni à poursuivre les criminels.⁸⁵

Le personnel de santé. L'ANSO a observé une nouvelle tendance en 2011 : les forces de sécurité nationales et internationales effectuent des razzias agressives dans les institutions de santé. Des criminels s'en prennent tout particulièrement au secteur de la santé. Les attaques de groupements hostiles au gouvernement contre des institutions sanitaires ont en revanche diminué.⁸⁶ Les meurtres de professionnels de la santé font qu'il y a maintenant peu de médecins pratiquant dans les régions rurales.⁸⁷

Les fonctionnaires. Dans leur discours au sujet de l'offensive de printemps Al Faruk 2012, les talibans ont à nouveau déclaré vouloir s'en prendre aux fonctionnaires, aux parlementaires et aux membres du Haut conseil de paix. Parmi les personnalités politiques assassinée en 2011 par des groupements hostiles au gouvernement, l'ancien président afghan Burhanuddin Rabbani, aujourd'hui président du Haut conseil de paix, était le plus haut placé.⁸⁸

Les enseignants et les élèves. Les enseignants et les étudiants figurent toujours parmi les cibles à la fois des groupements hostiles au gouvernement et, plus géné-

⁸³ UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 38–39; Amnesty International, *Fleeing War*, 2012, p. 20, 22; NZZ, *Afghanische Polizei befreit Kinder aus der Gewalt der Taliban*, le 20 février 2012: www.nzz.ch/nachrichten/politik/international/afghanistan_taliban_kinder_1.15183580.html.

⁸⁴ ANSO, Quarterly Data Report du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, p. 3–7; ANSO, Quarterly Data Report Q.2 2012, du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, p. 1, 16; UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 19.

⁸⁵ Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012; USDOS, 2011 Human Rights Practices, le 24 mai 2012, p. 18–22.

⁸⁶ ANSO, Quarterly Data Report du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, p. 5; ANSO, Quarterly Data Report Q.2 2012, du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, p. 16.

⁸⁷ Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012.

⁸⁸ Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012; UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 3–4, 10–21; ANSO, ANSO Report du 1^{er} au 15 mai 2012, p. 20; NZZ, *Selbstmordattentäter tötet afghanischen Gouverneur*, le 12 janvier 2012: www.nzz.ch/nachrichten/politik/international/selbstmordattentaeter_toetet_afghanischen_gouverneur_1.14301963.html; Reuters, *Politiker in Afghanistan entgeht Anschlag unversehrt*, le 15 juillet 2012: <http://de.reuters.com/article/idDEBEE86E00020120715>.

ralement, des forces conservatrices du pays. D'après les données du Ministère afghan de l'instruction publique, les écoles ont été la cible de 71 attaques directes qui ont coûté la vie à six enseignants en 2011. Trente établissements ont dû fermer. Douze ont été occupés par des forces de combat progouvernementales. D'autres ont été endommagés lors de 24 opérations militaires.⁸⁹ Selon *Amnesty International*, plus de 450 écoles sont restées fermées en 2011, surtout au Sud et à l'Est du pays.⁹⁰

D'après l'analyse d'Antonio Giustozzi et de Claudio Franco, les talibans ont rencontré peu de compréhension de la part de la population afghane avec leur campagne de meurtres et d'intimidation et se sont vu contraints de revoir leur politique d'instruction publique. Au plus tard depuis 2009/2010, certains d'eux auraient mené des négociations avec des gouvernements locaux au Nord du pays à propos des livres d'école et des branches enseignées. Dès 2011, quelques écoles, dont des écoles pour les filles, auraient été rouvertes.⁹¹ Mais les attaques se poursuivent, ce qui démontre que les commandants ont de la peine à contrôler leurs troupes.⁹²

D'après l'ANSO, les attaques de groupements hostiles au gouvernement visant des écoles ont nettement diminué en 2011.⁹³ Mais depuis avril 2012, on a observé une multiplication des cas d'empoisonnement d'écolières qui ont d'abord touché le Nord du pays, puis se sont rapidement étendus à d'autres provinces. Les talibans ont toujours nié être les responsables de ces attaques au gaz toxique. Malgré de nombreuses enquêtes de la FIAS et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), aucune trace de substances toxiques n'a pu être décelée chez les plus de 1700 filles qui se sont entre-temps plaintes d'évanouissement ou de douleurs. Comme aucune de ces filles ne présentaient en outre les symptômes typiques d'un empoisonnement, l'OMS est partie du principe qu'il s'agissait d'une hystérie collective.⁹⁴

Les membres des forces de police et de sécurité. Dans leur discours sur l'offensive de printemps baptisée Al Faruk 2012, les talibans ont à nouveau déclaré vouloir prendre pour cibles principalement les membres des forces de police, de sécurités et des services secrets. Pour les forces de sécurité afghanes, la menace vient de plus en plus de l'intérieur, en raison d'une forte infiltration par les groupements hostiles au gouvernement.⁹⁵ Par ailleurs, il est prouvé que les proches des membres des forces de sécurité sont également menacés.⁹⁶

⁸⁹ UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 38–39.

⁹⁰ Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012.

⁹¹ Antonio Giustozzi et Claudio Franco, Afghanistan Analysts Network (AAN), *The Battle for the Schools*, décembre 2011, p. 3–9, 13: <http://aan-afghanistan.com/uploads/2011TalebanEducation.pdf>; Landinfo, le 9 septembre 2011, p. 8. Le nouveau programme d'enseignement prévoit par exemple de mettre davantage l'accent sur les branches religieuses et d'utiliser des livres d'école datant de l'Emirat islamique (règne des talibans de 1994 à 2001). Dans les régions placées sous leur obédience, les talibans prétendent aussi contrôler les écoles publiques. Leur revirement découle aussi de l'idée de mettre des prestations à disposition de la population. Voir aussi: UNAMA, Mid-year Report, juillet 2012, p. 31–34.

⁹² Giustozzi/Franco, décembre 2011, p. 2, 12, 23–25, 27.

⁹³ ANSO, Quarterly Data Report du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, p. 5.

⁹⁴ UNAMA, UNAMA condemns recent attacks against schools in Afghanistan, le 12 mai 2012: www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=41984&Cr=Afghan&Cr1; NZZ, Das Mysterium der vergifteten Schülerinnen, le 13 juillet 2012: www.nzz.ch/aktuell/international/das-mysterium-der-vergifteten-schuelerinnen-1.17351045.

⁹⁵ ANSO, ANSO Report du 1^{er} au 15 mai 2012, p. 20–21; Télévision suisse, Les talibans ont infiltré les forces de sécurité afghanes, le 17 août 2012; Landinfo, le 9 septembre 2011, p. 18.

⁹⁶ Landinfo, le 9 septembre 2011, p. 12.

Les membres des minorités ethniques. En particulier les membres des Hazara se voient confrontés à des discriminations dans leur vie quotidienne. Les conflits entre Hazara et Kuchis pour les droits d'exploitation des terres, de l'eau et des pâturages provoquent surtout de violents affrontements. Les tensions ethniques augmentent au sein des forces de sécurité afghanes et des diverses milices. Les talibans évitent délibérément les conflits avec les minorités ethniques, car ils s'efforcent d'être acceptés dans l'ensemble du pays.⁹⁷

Les religieux modérés et les chefs de clans. Dans l'ensemble du pays, de nombreux religieux progouvernementaux, ainsi que des chefs de clan, ont été victimes d'attaques orchestrées par des groupements hostiles au gouvernement.⁹⁸

Les participants au programme pour la réinsertion et la paix en Afghanistan. Les gens qui participent à ce programme figurent parmi les cibles des groupements hostiles au gouvernement.⁹⁹

Les membres de la minorité chiite. Le 6 décembre 2011, les musulmans chiites de Kaboul et Mazar-e Sharif ont essuyé deux attentats pratiquement simultanés qui ont coûté la vie à 71 personnes. Ces attentats ont été revendiqués par le mouvement armé pakistanais Lashkar-e Jhangvi. Il s'agit des premières attaques de ce type, c'est-à-dire motivées par des considérations religieuses, en Afghanistan.¹⁰⁰

Les converti-e-s. Considérée comme apostasie, la conversion est sanctionnée par la peine de mort. D'après l'indice 2012 des persécutions antichrétiennes dans le monde, l'Afghanistan arrive en deuxième position dans la liste des pays où les chrétiens subissent le plus de persécutions.¹⁰¹

Les hindous, les sikhs et les adeptes de la religion Baha'i. En Afghanistan, les hindous, les sikhs et les adeptes de la religion Baha'i se voient toujours confrontés à des discriminations, à des intimidations et parfois même à des violences. Le gouvernement afghan n'offre aucune protection aux minorités religieuses. Les hindous et les sikhs n'ont toujours pas de terrain pour pratiquer leurs rituels d'incinération.¹⁰²

Les homosexuels. En Afghanistan, l'homosexualité est passible de la peine de mort. Les homosexuels et les transsexuels doivent s'attendre à être persécutés par

⁹⁷ US Department of State (USDOS), 2011 International Religious Freedom Report – Afghanistan, le 30 juillet 2012: www.ecoi.net/local_link/223376/330890_en.html; USDOS, 2011 Human Rights Practices, le 24 mai 2012, p. 43–44; Landinfo, le 9 septembre 2011, p. 6, 10–11; Amin Azimi, Die virtuelle Propaganda der Taliban, in: Conrad Schetter/Jörgen Klussmann (édit.), Der Taliban-Komplex, 2011, p. 116–118.

⁹⁸ Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012; Giustozzi/Ibrahimi, janvier 2012, p. 51–52; UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. Vi, 4, 17, 19–20; UNAMA, Mid-year Report, juillet 2012, p. 17.

⁹⁹ UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 19.

¹⁰⁰ Reuters, Karsai: 80 Tote bei Anschlägen auf Pilger in Afghanistan, le 11 décembre 2011: <http://de.reuters.com/article/worldNews/idDEBEE7BA01B20111211>; Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012.

¹⁰¹ Focus, Christenverfolgung in Nordkorea am schlimmsten, le 4 janvier 2012: www.focus.de/politik/ausland/religion-christenverfolgung-in-nordkorea-am-schlimmsten_aid_699187.html; USDOS, 2011 Religious Freedom Report, le 30 juillet 2012.

¹⁰² USDOS, 2011 Religious Freedom Report, le 30 juillet 2012.

leur propre famille, par des membres de la commune et par des groupements hostiles au gouvernement.¹⁰³

La vendetta. Des gens peuvent être impliqués dans une vendetta ou pris pour cible à cause de leur appartenance familiale ou de leur appartenance à un groupe social. Même quand le conflit est porté devant les tribunaux, les intéressés ne reconnaissent généralement pas les décisions de justice.¹⁰⁴ L'AIHRC a prouvé 27 «meurtres pour l'honneur» commis entre janvier et septembre 2011.¹⁰⁵

Les anciens membres du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (DVPA) ou du gouvernement. D'anciens chefs de file du DVPA doivent s'attendre à des représailles de la part des victimes des violations des droits de l'homme qu'ils ont perpétrées dans le passé.¹⁰⁶

6 Situation socio-économique et médicale

D'après l'Indice de développement humain 2011 de l'ONU, près de 36 % de la population afghane vivent toujours au-dessous du minimum vital. L'Afghanistan figure donc encore parmi les pays les plus pauvres au monde. Une large frange de la population passe en outre pour extrêmement vulnérable, car il suffit de peu pour les faire basculer dans la misère.¹⁰⁷ La dépendance à l'égard de l'agriculture, le manque d'infrastructure pour stocker de l'eau et la dénudation progressive du sol rendent de surcroît l'Afghanistan très vulnérable face aux inondations et aux sécheresses.¹⁰⁸ L'insécurité persistante, la pauvreté chronique et les nombreuses catastrophes naturelles affectent lourdement la population afghane.¹⁰⁹

Accès au travail. Le taux de chômage en Afghanistan est estimé autour des 36 à 40 %. Quant au taux de sous-occupation, il atteint jusqu'à 53% dans les régions rurales. Comme elles jouissent généralement d'une moins bonne formation que les hommes, les femmes ont moins de débouchés professionnels, en raison également de la séparation rigoureuse des sexes et de l'idéologie culturelle et religieuse domi-

¹⁰³ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 17 décembre 2010, p. 19, 28–29; Bureau des affaires étrangères, Afghanistan: mise en garde aux voyageurs, le 4 mai 2012, p. 2: www.auswaertiges-amt.de/DE/Laenderinformationen/00-SiHi/AfghanistanSicherheit.html.

¹⁰⁴ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 17 décembre 2010, p. 32–33.

¹⁰⁵ USDOS, 2011 Human Rights Practices, le 24 mai 2012, p. 37.

¹⁰⁶ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 17 décembre 2010, p. 42–43.

¹⁰⁷ UNDP, Human Development Report 2011, 2011, p. 126, 144: http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_EN_Complete.pdf; OCHA, le 15 décembre 2011, p. 6; Banque mondiale/Ministry of Economy, Poverty Status in Afghanistan, juillet 2010, p. 10: <http://siteresources.worldbank.org/AFGHANISTANEXTN/Resources/305984-1264608805475/6739619-1286210806756/AFPovertyReport.pdf>.

¹⁰⁸ Center for Policy & Human Development, Human Development Report Afghanistan 2011 – The forgotten front: water security and the crisis in sanitation, p. 3, 7: www.cphd.af/nhdr/nhdr2010/AHDR11%20-%20Overview.pdf.

¹⁰⁹ Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), Afghanistan: Durable solutions far from reach amid escalating conflict, le 16 avril 2012, p. 3: [www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/\(httpInfoFiles\)/8C9AB4F99B848AF6C12579E200315143/\\$file/afghani-stan-overview-apr2012.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/(httpInfoFiles)/8C9AB4F99B848AF6C12579E200315143/$file/afghani-stan-overview-apr2012.pdf).

nante. Près de 18 % des enfants entre 6 et 15 ans travaillent.¹¹⁰ Les organisations d'entraide estiment que, rien qu'à Kaboul, quelque 60'000 enfants des rues tentent de gagner leur vie ou même de subvenir aux besoins de toute une famille.¹¹¹ Selon les indications de la Chambre du commerce afghane, l'OTAN et la FIAS emploient actuellement environ 150'000 Afghan-e-s. leur retrait aura de graves conséquences économiques pour beaucoup de familles.¹¹²

Accès au logement. La pénurie de logement, surtout à Kaboul, est l'un des plus graves problèmes sociaux en Afghanistan. L'augmentation fulgurante de la population urbaine due à l'exode rural, les nombreuses régions habitables détruites par la guerre et la présence d'organisations internationales en mesure de payer des loyers exorbitants ont provoqué une flambée des loyers à Kaboul. D'après la Banque mondiale, à peine 30 % des ménages disposent de l'électricité, ce qui constitue l'un des taux de raccordement les plus bas au monde.¹¹³

Accès à l'eau potable et à la nourriture. Près de 70 % de la population sont touchés par la pénurie de nourriture, 27 % seulement ont accès à l'eau potable et à peine 5 % à des installations sanitaires adéquates. Le manque d'eau potable ou d'installations sanitaires est la cause première de la mortalité infantile (23 % des enfants meurent avant l'âge de 5 ans). L'objectif du millénaire consistait à réduire de moitié d'ici 2020 la part de la population n'ayant pas un accès suffisant à l'eau potable et aux installations sanitaires. D'après le *Center for Policy & Human Development*, l'Afghanistan ne l'atteindra qu'avec un retard d'environ 22 ans.¹¹⁴

Accès à la formation. Selon une estimation du ministre de l'instruction publique Faruk Wardak, 4,2 millions d'enfants, soit 38 % des enfants en âge de scolarité, ne vont pas à l'école. Environ 66 % des garçons et 40 % des filles fréquentent l'école primaire, 18 % des garçons et 6 % des filles l'école secondaire. Les écoles manquent d'enseignants qualifiés. La qualité de la formation et du matériel didactique laisse grandement à désirer. Une enquête de *Save the Children* a révélé que 43 % seulement des élèves de troisième comprennent ce qu'ils lisent. Par ailleurs, les établissements scolaires sont extrêmement mal répartis dans le pays: au Sud en particulier, les écoles publiques ont été délogées par des forces conservatrices hostiles au gouvernement. Même les hautes écoles publiques manquent de place, de professeurs qualifiés, de matériel d'enseignement et de foyers.¹¹⁵

¹¹⁰ Banque mondiale/Ministère de l'Economie, Poverty Status in Afghanistan, juillet 2010, p. 11–12; Human Rights Watch, «I Had To Run Away», septembre 2011, p. 29.

¹¹¹ AFP, Kabul street children struggle to survive, le 22 octobre 2011: www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jRZ9A2KHTDoyATZf6fHXvSg-3Nvg?docId=CNG.e6dda27f158b8ff038d2ac05681594b1.311.

¹¹² Die Welt, 150'000 Arbeitsplätze in Afghanistan durch Abzug der FIAS bedroht, le 13 juillet 2012: www.welt.de/newsticker/news3/article108279124/150-000-Arbeitsplaetze-in-Afghanistan-durch-Abzug-der-ISAF-bedroht.html; Banque mondiale, Afghanistan in Transition, p. 7, le 17 mai 2012.

¹¹³ Banque mondiale, Country Overview 2012, mai 2012; Radio Free Europe/Radio Liberty, Kabul Housing Shortage Leaves The Middle Class Behind, le 31 janvier 2011: www.rferl.org/content/kabul_housing_shortage_leaves_the_middle_class_behind/2293119.html.

¹¹⁴ OCHA, le 20 juillet 2011; Banque mondiale, Country Overview 2012, mai 2012; Center for Policy & Human Development, p. 10–11, 13.

¹¹⁵ OCHA, le 15 décembre 2011, p. 3–4, 7; Stern, Afghanistan braucht Milliardenhilfe für Schulen, le 1^{er} avril 2012: www.stern.de/panorama/afghanistan-braucht-milliardenhilfe-fuer-schulen-1807943.html; Giustozzi/Ibrahimi, janvier 2012, p. 27; Save the Children, 2011, p. 7; Dradio, Studieren im Zweischichtsystem, le 14 avril 2012: www.dradio.de/dlf/sendungen/einewelt/1730201/.

Accès aux soins médicaux. D'après le bureau allemand des affaires étrangères, de vastes régions n'ont pas une offre suffisante en matière de soins médicaux.¹¹⁶ Une part importante de la population afghane n'a pratiquement pas accès aux institutions sanitaires et le personnel de santé n'est souvent pas en mesure d'atteindre des régions où les gens auraient impérativement besoin de soins médicaux. L'espérance de vie de la population afghane n'a pratiquement pas augmenté depuis 2001, alors qu'elle était extrêmement basse à l'époque. Cet indice révèle aussi la mauvaise qualité des soins médicaux. Avec 1400 décès sur 100'000 accouchements, la mortalité des mères figure toujours parmi les plus élevées au monde.¹¹⁷

Terrain. Les litiges au sujet du terrain découlent souvent du fait que plusieurs actes de propriété sont établis pour une seule et même parcelle. Par ailleurs, il est fréquent que des gens soient expropriés et que leurs parcelles soient confisquées illégalement, remises à d'autres personnes ou échangées. D'après l'IDMC, ni le système judiciaire formel ni les mécanismes traditionnels de règlement des conflits n'offrent une aide suffisante dans ces cas-là. Même le plan d'affectation de 2005 n'a pas résolu le problème.¹¹⁸

7 Retour

Retour volontaire. A cause de la mauvaise situation économique et des conditions de sécurité précaires, le nombre de candidat-e-s au retour a drastiquement reculé en 2011 par rapport à l'année précédente (-40 %). En 2011, le HCR a aidé 67'943 réfugié-e-s à retourner en Afghanistan. A l'échelle mondiale, près de 30'000 Afghan-e-s ont déposé une demande d'asile en 2011. Rien qu'au Pakistan et en Iran, on dénombre encore quelque 2,7 millions de réfugiés afghans.¹¹⁹

Situation des personnes de retour. Plus de 40 % des personnes de retour n'ont pas réussi à s'intégrer à leur lieu d'origine et de nombreux réfugiés de retour ont eu besoin de soutien. Il leur est souvent impossible d'exiger la restitution de leur terrain et difficile de trouver un emploi sans réseau social et économique. Le HCR a amené les femmes seules dans des foyers, en attendant que leurs proches puissent garantir leur sécurité.¹²⁰ Les mines antipersonnel et les explosifs qui n'ont pas été désamorçés représentent une menace quand il s'agit d'occuper des contrées inconnues ou d'accéder à des logements, à des cultures, à l'eau ou aux pâturages. La plupart des victimes des mines sont des personnes déplacées ou de retour.¹²¹

¹¹⁶ Bureau des affaires étrangères, mise en garde aux voyageurs, le 4 mai 2012, p. 2–5.

¹¹⁷ ICRC, Afghanistan: insufficient access to health care exacerbates humanitarian crisis, le 25 juillet 2012: www.icrc.org/eng/resources/documents/update/2012/afghanistan-update-news-2012-07-25.htm; Giustozzi/Ibrahimi, janvier 2012, p. 27–28; Save the Children, 2011, p. 6; UNDP, Human Development Report 2011, 2011, p. 141; AIHRC, Annual Report 2010/2011 (1389), 2011, p. 70. Selon *Save the Children*, seulement 52 % de la population rurale ont la possibilité d'atteindre une institution sanitaire en une heure de marche.

¹¹⁸ IDMC, Durable solutions, le 16 avril 2012, p. 6; Amnesty International, *Fleeing War*, 2012, p. 69.

¹¹⁹ Amnesty International, Annual Report 2012, le 24 mai 2012; USDOS, 2011 Human Rights Practices, le 24 mai 2012, p. 25; Amnesty International, *Fleeing War*, 2012, p. 27.

¹²⁰ UNHCR, Global Appeal 2012–2013 – Afghanistan, p. 171: www.unhcr.org/4ec23103b.html; USDOS, 2011 Human Rights Practices, le 24 mai 2012, p. 24–25; Amnesty International, *Fleeing War*, 2012, p. 27.

¹²¹ IDMC, Durable solutions, le 16 avril 2012, p. 5.

Autres possibilités de fuite à l'intérieur du pays. D'après le HCR, les personnes poursuivies par des groupements hostiles au gouvernement n'ont aucune possibilité de fuir à l'intérieur du pays, car ces groupements ont le bras long. Grâce aux contacts qu'ils entretiennent avec des fonctionnaires des gouvernements locaux ou du gouvernement central, beaucoup de puissants acteurs non gouvernementaux comme les réseaux criminels, les commandants locaux de milices, ainsi que des membres des talibans ou du Hezb-e-Islami, peuvent agir impunément et étendre leur pouvoir au-delà de leur zone d'influence à proprement parler. Aujourd'hui encore, les structures familiales et communales constituent en Afghanistan le principal réseau pour la sécurité et la survie économique. Sans elles, la survie n'est guère possible.¹²² Les talibans sont désormais en mesure de retrouver des gens pratiquement partout.¹²³

Situation des personnes déplacées. Depuis 2007, les mouvements de population ont augmenté d'année en année en Afghanistan. Rien qu'en 2011, 185'632 Afghane-s ont été déplacés suite à de violents affrontements, à des conflits locaux, à la pauvreté et aux catastrophes naturelles, ce qui porte le nombre de personnes déplacées à plus de 500'000, soit 45 % de plus que l'année précédente.¹²⁴ Environ 60% des personnes déplacées vivent dans des tentes ou des huttes arrangées provisoirement. Rien qu'à Kaboul, elles sont plus de 30'000 à s'entasser dans une quarantaine d'agglomérations informelles. Ces personnes pratiquement sans défense ne sont pas seulement exposées aux violations des droits humains et à de nouvelles expulsions, mais souffrent aussi d'un accès très restreint à l'eau potable, d'une pénurie de nourriture ou de l'insécurité, du chômage, sans compter l'absence quasi-totale d'électricité et d'installations sanitaires. Les institutions sanitaires sont souvent très éloignées. Les hommes risquent en outre d'être recrutés de force. D'après l'*Internal Displacement Monitoring Centre*, les personnes déplacées figurent par conséquent parmi les groupes les plus vulnérables de la société afghane. Le gouvernement a pourtant refusé de protéger la population déplacée et de pourvoir à des conditions de vie humaines. Il minimise les difficultés de ces gens, parle de déplacements de population «de courte durée» et interdit aux œuvres d'entraide de réaliser des projets à caractère permanent tels que la construction de puits.¹²⁵

Capacités d'accueil. Le HCR signale que les capacités d'accueil de l'Afghanistan sont limitées et qu'il faut déployer des efforts supplémentaires pour pouvoir réinsérer les familles. D'après l'*US Department of State*, les capacités d'accueil restent faibles.¹²⁶

¹²² UNHCR, Eligibility Guidelines, le 17 décembre 2010, p. 38–40.

¹²³ Landinfo, le 9 septembre 2011, p. 14.

¹²⁴ IDMC, Durable solutions, le 16 avril 2012, p. 4; UNAMA, Annual Report 2011, février 2012, p. 7; Amnesty International, *Fleeing War, Finding Misery – The plight of the Internally Displaced in Afghanistan*, 2012, p. 10: www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/docs/ngos/AI_Afghanistan_HRC105.pdf.

¹²⁵ IDMC, Durable solutions, le 16 avril 2012, p. 1, 5–6; Amnesty International, *Fleeing War*, 2012, p. 11, 31–44, 50–55, 65–68; Banque mondiale/UNHCR, *Research Study on IDPs in Urban Settings – Afghanistan*, mai 2011, p. 7–8: http://siteresources.worldbank.org/EXTSOCIALDEVELOPMENT/Resources/244362-1265299949041/6766328-1265299960363/WB-UNHCR-IDP_Full-Report.pdf.

¹²⁶ UNHCR, *Voluntary returns to Afghanistan – over 60'000 this year*, le 28 octobre 2011: www.unhcr.org/4eaa8ad99.html; USDOS, *2011 Human Rights Practices*, le 24 mai 2012, p. 25.